

(1)

(N° 177.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MARS 1928.

Projet de loi

autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1926, et antérieurs, et à l'exercice 1927, et contenant une disposition relative au paiement des intérêts arriérés afférents à des indemnités pour dommages de guerre déjà réglés (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

Dans son exposé des motifs du présent projet de loi, M. le Ministre des Finances signale que les dépenses de nature non limitative s'élèvent à près de 520 millions, soit 94 p. c. de l'ensemble des crédits supplémentaires sollicités pour les dépenses ordinaires, et que les autres suppléments ne dépassent, en nombre ni en importance, la marge qui raisonnablement peut être admise pour un budget de l'import du nôtre.

La Commission, tout en ne méconnaissant pas les efforts du Gouvernement pour se conformer aux prescriptions relatives à la comptabilité de l'Etat, croit cependant devoir insister pour que les méthodes administratives soient amendées et modernisées de façon à permettre à la Chambre d'émettre, en matière budgétaire, des votes d'initiative et non des votes d'entérinement, et de régularisation.

La Commission aurait proposé sans réserves l'adoption du projet de loi, si son attention n'avait pas été retenue par la disposition formant l'objet de l'article 5.

(1) Projet de loi, n° 52.

(2) La Commission, était composée de M. Hallet, président; Pussemier, vice-président; Carlier et David, secrétaires; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (A.), Debunue, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere, Wauwermans.

Cette disposition a donné lieu à l'échange des lettres ci-après :

Ixelles, le 25 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En examinant, en qualité de rapporteur, le projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1926 et antérieurs et à l'exercice 1927, mon attention a été retenue par la disposition relative au paiement des intérêts pour les années 1923 à 1927, sur le montant des dommages de guerre réglés en obligations de la Dette à 5 p.c. de 1925.

Cette disposition a pour objet de modifier l'article 3 de la loi sur les crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1928, article qui, sous prétexte de mettre un terme aux complications comptables résultant du mode de paiement introduit par l'Arrêté Royal du 16 juin 1924, autorise le règlement des indemnités pour dommages de guerre et des intérêts de ces indemnités antérieures au 1^{er} janvier 1925, par la remise, à partir du 1^{er} janvier 1928, des dites obligations portant jouissance courante, c'est-à-dire dont le premier coupon à toucher est celui de l'échéance du 1^{er} janvier 1929.

En délivrant des obligations démunies des coupons échéant le 1^{er} janvier des années 1926 à 1928, l'Administration sera amenée, pour payer les intérêts courus pendant les années 1923 à 1927, à émettre des mandats nominatifs.

L'émission de ces mandats n'aura pas lieu, comme c'était prévu par l'article 3 de la loi susvisée, à charge du crédit ouvert à l'article 48 du Budget de la Dette publique, mais se fera, d'après la disposition à l'examen, à charge des crédits ouverts à l'Office de liquidation des dommages de guerre.

Cette dernière imputation aura pour conséquence de grever de dépenses de même nature et concernant la même période, deux crédits différents, puisque les intérêts payés sur coupons, dont étaient munis les titres délivrés avant le 1^{er} janvier 1928, frapperont le crédit prévu au Budget de la Dette publique.

Cette double imputation paraît devoir jeter la confusion dans les budgets.

D'autre part, je me demande si l'émission des mandats nominatifs n'entraînera pas un surcroît de besogne et enfin si elle ne contraindra pas les bénéficiaires de ces mandats à des formalités nouvelles pour l'encaissement, formalités qui ne peuvent qu'engendrer pour les sinistrés des raisons de mécontentement, alors que ces malheureux n'en ont déjà que trop.

Si ces conséquences entrevues devaient se réaliser, il est à se demander si les inconvénients à résulter de la substitution du paiement des intérêts par mandats à celui par coupons ne seraient pas plus graves que les complications comptables dont il a été fait état pour justifier l'article 3 du projet de loi allouant des crédits provisoires pour 1928.

Il semble, en effet, que rien ne s'oppose à ce que le caissier de l'Etat effectue le paiement des coupons, sans provision, quitte à se faire rembourser périodiquement et à intervalles rapprochés, si c'est nécessaire. La somme à payer de ce chef peut être fixée, puisque le montant des obligations émises est constaté en recette au Budget comme produit d'emprunt. Quant au délai de cinq ans pendant lequel les coupons sont payables, il pourrait, au besoin, être prolongé par voie budgétaire.

Dès lors, je vous prie, Monsieur le Ministre, de faire examiner s'il ne conviendrait pas, d'une part, de renoncer à l'article 3 du projet de loi dont il est

question, et, d'autre part, d'abandonner l'article 3 de la loi allouant des crédits provisoires pour 1928, pour reprendre le mode instauré par l'Arrêté Royal du 16 juin 1924 pour le règlement des indemnités pour dommages de guerre ainsi que de leurs intérêts, ce mode étant simple et pratique.

Puis-je vous prier, Monsieur le Ministre, de bien vouloir me faire parvenir un exposé complet des raisons qui, à votre sens, seraient de nature à justifier l'abandon de ce mode de règlement ?

Je vous prie de me croire, Monsieur le Ministre,

Votre tout dévoué,

Ad. Buyl.

Cabinet
du Ministre des Finances.

Bruxelles, le 8 mars 1928.

MON CHER REPRÉSENTANT,

J'ai l'honneur de vous donner ci-après les renseignements demandés par votre lettre du 25 février dernier.

L'Arrêté Royal du 16 juin 1924 a stipulé qu'à partir du 1^{er} janvier 1925 :

1^o Tous les anciens titres nominatifs de dommages de guerre restant en circulation devront être échangés contre des obligations au porteur de la Dette publique, portant intérêt à 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1925, et munis de 30 coupons d'intérêt annuels pour les échéances du 1^{er} janvier 1926 au 1^{er} janvier 1955 inclusivement ;

2^o Les allocations pour dommages de guerre non réglables en espèces devront être payées en obligations du même type, sauf toutefois les allocations pour dommages industriels et commerciaux réglés par l'Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre ;

3^o Les intérêts arriérés restant dus sur toutes les allocations des dommages de guerre, à la date du 31 décembre 1924, seront réglés en obligations du même type.

Par application de ces dispositions, les paiements dont il s'agit ont eu lieu, jusqu'au 31 décembre dernier, en obligations de la Dette publique à 5 p. c. de 1925 portant la jouissance du 1^{er} janvier 1925, c'est-à-dire munies des coupons du 1^{er} janvier 1926 et suivants :

1^o Cette manière de procéder n'eût pas présenté d'inconvénients sérieux si les paiements en question avaient pu être terminés en un délai de deux ou trois ans. Mais il en est autrement du moment où, quelque diligence que l'Office de liquidation des dommages de guerre apporte à sa tâche, il apparaît comme une certitude que les opérations se poursuivront encore pendant assez longtemps, non point tant pour le paiement du principal des allocations que pour le règlement en obligations des intérêts arriérés antérieurs au 1^{er} janvier 1925. Les très nombreux décomptes des intérêts restant dus aux bénéficiaires des allocations sont en effet rendus très complexes par suite des modalités diverses et de l'échelonnement du paiement en principal (allocations provisionnelles, avances par Coopératives, règlements après justification des emplois, etc...).

2^o Or, tant que les opérations ne seront pas terminées, il aurait été impossible de déterminer le montant total des coupons à payer pour chaque échéance sur les obligations de la Dette à 5 p. c. de 1925 ; impossible par conséquent de soumettre en temps utile à la Cour des Comptes, c'est-à-dire avant la clôture de chaque

budget, les ordonnances de paiement à créer pour l'imputation de ces coupons à charge de l'exercice compétent, celui-ci étant, en vertu des règles sur la comptabilité publique, déterminé d'après l'échéance des coupons. Dans les prochaines années, les sinistrés auxquels il serait délivré des obligations munies du coupon du 1^{er} janvier 1926, par exemple, n'auraient disposé que d'un délai de plus en plus réduit pour encaisser celui-ci avant l'époque de la prescription quinquennale acquise cinq ans après l'échéance. Et même si les opérations devaient se prolonger au-delà du 1^{er} janvier 1931 — ce qui n'est pas impossible, tout au moins pour les affaires litigieuses dont le règlement devra fatalement être retardé — le premier coupon attaché aux obligations se fût trouvé prescrit, au mépris de l'équité, avant que le sinistré fût mis en possession du dit coupon.

La règle générale en matière de dette publique étant du reste que les opérations s'effectuent avec la jouissance courante, mon Département a dû, pour remédier aux inconvénients signalés ci-dessus, rechercher les moyens de revenir à cette règle, tout en respectant les intérêts des sinistrés et en réduisant au strict minimum les formalités à remplir par eux et le travail des services intéressés.

Dans ces conditions, on s'est arrêté à la formule suivante, qui a fait l'objet des dispositions de l'article 3 de la loi de crédits provisoires pour 1928 :

1^o A partir du 1^{er} janvier 1928, paiement en obligations portant la jouissance courante ;

2^o Paiement en espèces des intérêts dus pour les années 1925 à 1927 sur les dites obligations, au moyen de mandats créés, selon les cas, par la Trésorerie ou par l'Office de liquidation des dommages de guerre et régularisés à charge du crédit ouvert à l'article 48 du budget de la Dette publique.

Mais il est apparu ensuite que les liquidations seraient grandement facilitées et accélérées, si, par modification du 2^o ci-dessus et pour les allocations n'ayant pas donné lieu à création de titres nominatifs, l'Office de liquidation était autorisé à imputer sur les crédits dont il dispose les intérêts des années 1925 à 1927 afférents aux obligations dont la délivrance fait l'objet de mandats émis par ses soins.

D'où — la loi de crédits provisoires étant publiée — la disposition complémentaire introduite dans la loi de crédits supplémentaires (article 5) et au sujet de laquelle des explications sont demandées.

Par application des dispositions combinées de la loi de crédits provisoires et de celle des crédits supplémentaires, il sera procédé comme suit :

A. — Par mesure transitoire en ce qui concerne le passé, c'est-à-dire pour les mandats de paiement en obligations émis avant le 1^{er} janvier 1928 pour principal ou intérêts antérieurs au 1^{er} janvier 1925, tant par l'Office de liquidation que par la Trésorerie, et en ce qui concerne les titres nominatifs revêtus avant le 1^{er} janvier 1928 d'une autorisation d'échange contre des obligations, il est délivré aux intéressés, lorsqu'ils présentent leurs mandats et titres nominatifs à l'encaissement, une attestation portant que les intérêts dus pour les années 1925 à 1927 sur les obligations délivrées avec jouissance du 1^{er} janvier 1928 leur seront payés en espèces dans les trois mois. Ce paiement a lieu, *sur le seul acquit du porteur de l'attestation* dont il vient d'être question, au moyen de mandats émis par les Agents du Trésor sur le vu d'ordonnances collectives créées par la Trésorerie et imputées à charge de l'article 48 du Budget de la Dette publique.

De cette manière, et sous réserve d'un léger retard dans l'encaissement du montant de ces intérêts, *les formalités nouvelles exigées des sinistrés se trouvent réduites au minimum* ; elles peuvent d'autant moins donner lieu à critiques de

leur part que ces mesures touchent seulement les sinistrés qui, mis en possession de leurs titres nominatifs ou mandats avant le 16 décembre 1927, n'ont pas retiré leurs obligations dans les délais normaux.

B. — En ce qui concerne l'avenir, deux cas se présentent :

a) Lors de la création des mandats de paiement en obligations émis par l'Office de Liquidation depuis le 1^{er} janvier 1928, les intérêts des années 1925 à 1927 sont payés en espèce par ledit Office, à charge de ses crédits, au moyen d'assignations postales ; ainsi ces règlements se font *sans aucune formalité pour le sinistré*.

b) Les mêmes intérêts afférents aux titres nominatifs revêtus par la Trésorerie d'une autorisation d'échange à partir du 1^{er} janvier 1928 ainsi qu'aux mandats d'intérêts arriérés antérieurs au 1^{er} janvier 1925 créés par la Trésorerie à partir du 1^{er} janvier 1928, sont payés par elle à charge du crédit de l'article 48 déjà cité, en même temps que les soultes en espèces revenant aux intéressés et par conséquent *sans nouvelles formalités pour les sinistrés*.

Comme vous le faites remarquer — et la chose ne m'avait du reste pas échappé, — cette procédure a pour conséquence l'imputation, à charge de crédits différents, de dépenses de même nature, mais une situation analogue n'existe-t-elle pas déjà en fait, pour les intérêts antérieurs au 1^{er} janvier 1925 des allocations pour dommages de guerre, intérêts qui s'imputent sur des crédits différents selon que ces allocations ont ou non donné lieu à la création de titres nominatifs.

Cet inconvénient, ainsi que le surcroît de besogne peu important et réparti entre divers services qui résulte de la nouvelle procédure, sont à mon avis largement dépassés par les avantages de celle-ci comparativement à ceux du régime antérieur auquel il ne pourrait plus être question de revenir.

Veuillez agréer, mon cher Représentant, l'expression de mes sentiments tout dévoués.

HOUTART.

La Commission estime que les inconvénients signalés dans la lettre ministérielle auraient pu être évités en prorogeant le délai de cinq ans et en ne faisant courir la prescription quinquennale qu'à partir de l'échéance suivant l'année pendant laquelle se serait terminée la liquidation des dommages de guerre.

La loi budgétaire pourrait, en effet, prévoir chaque année les crédits nécessaires au paiement des coupons, aussi bien ceux des années écoulées que celui de l'année en cours. Bien des crédits sont accordés pour faire face non seulement aux dépenses propres à l'exercice mais encore à des dépenses des exercices antérieurs. Et, en l'occurrence, l'exception à la règle de l'imputation des dépenses ainsi autorisée se serait pleinement justifiée par la facilité que le paiement des intérêts sur production des coupons chez le Caissier de l'État, dans une banque ou chez un agent de change aurait procuré au sinistré, et par la simplification du travail des diverses administrations.

L'exposé fait par le Ministre, des mesures prises pour assurer le nouveau mode de règlement donne l'impression d'une sérieuse augmentation du travail des divers rouages administratifs.

De plus, en prorogeant ainsi le délai de cinq ans, tous les sinistrés auraient joui d'un délai d'au moins cinq ans, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui pour les obligations délivrées en 1926 et 1927, jouissance au 1^{er} janvier 1925. On crée ainsi des situations inégales aux sinistrés.

D'autre part, pour justifier l'émission des titres à jouissance courante, il ne paraît pas s'imposer de se référer aux règles générales régissant la Dette

publique, puisqu'en la matière il ne s'agit pas d'une opération de dette. En effet, la délivrance de ces obligations n'est qu'un moyen de paiement imposé aux sinistrés et adopté par le Gouvernement à défaut des liquidités nécessaires aux paiements en espèces.

Enfin, dans le cas soumis à l'examen, les allocations ayant toutes donné lieu à délivrance de titres de la Dette publique, il semble que l'on puisse regretter à juste titre que leurs intérêts pour une même période ne donnent pas lieu à une seule et même imputation.

Mais, quoi qu'il en soit, les mesures ayant été arrêtées, il paraît inopportun de poursuivre l'examen de la question et ce d'autant plus que le Ministre affirme qu'il ne pourrait plus être question de revenir sur les dites mesures d'exécution.

Dans ces conditions, la Commission, bien que conservant des doutes sur la nécessité du changement apporté au mode de règlement instauré par l'Arrêté Royal du 16 juin 1924 et sur les avantages qu'attend le Gouvernement de ce changement, conclut à l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

Ad. BUYL.

Le Président,

Max HALLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MAART 1928.

Wetsontwerp

waarbij regelingen veroorloofd en bijcredieten verleend worden voor uitgaven betrekking hebbende op de dienstjaren 1926 en vroegere en op het dienstjaar 1927, en houdende eene bepaling betreffende de betaling der achterstallige interesten in verband met voor oorlogsschaden reeds geregelde vergoedingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BUYL

MIJNE HEEREN,

In de Memorie van Toelichting van dit wetsontwerp wijst de Minister van Financiën er op, dat de uitgaven van niet beperkenden aard tot ongeveer 520 miljoen beloopten, hetzij 94 t. h. van de gezamenlijke aanvullende credieten die voor de gewone uitgaven gevraagd zijn, en dat de andere aanvullende credieten noch in getal, noch in belangrijkheid de ruimte overschrijden die redelijkerwijze mag worden aangenomen voor eene begrooting van het bedrag der onze.

Al ontkent de Commissie niet de pogingen door de Regeering in 't werk gesteld om zich te houden aan de voorschriften betreffende de Staatscomptabiliteit, meent zij toch er te moeten op aandringen dat de bestuurlijke methodes zouden verbeterd en gemoderniseerd worden zoodat de Kamer, inzake begrootingen, stemmingen zou kunnen uitbrengen van eigen initiatief, en niet stemmingen tot goedkeuring en tot regeling.

De Commissie zou zonder eenig voorbehoud de aanneming van het ontwerp hebben voorgesteld indien hare aandacht niet gevallen was op de schikking vervat in artikel 5.

Deze schikking gaf aanleiding tot het wisselen van volgende brieven :

(1) Wetsontwerp, n° 52.

(2) De Commissie, bestond uit de heeren Hallet, voorzitter; Pussemier, ondervoorzitter; Carlier en David, secretarissen; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (August), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Huon, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.), Wauwermans.

Elsene, 25 Februari 1928.

MĲNHEER DE MINISTER,

Bij het onderzoek, in hoedanigheid van verslaggever, van het wetsontwerp waarbij regelingen toegelaten en bijcredieten verleend worden voor uitgaven betrekking hebbende op de dienstjaren 1926 en vroegere en op het dienstjaar 1927, werd mijne aandacht getroffen door de bepaling betreffende de uitkeering van de interesten voor de jaren 1925 tot 1927, op het bedrag van de schadeloosstelling aan de oorlogsgeteisterden die betaald zijn in obligaties van de Schuld aan S. t. h. van 1925.

Deze bepaling beoogt eene wijziging van artikel 3 van de wet op de voorloopige credieten te gelden op de begrootingen van het dienstjaar 1928, artikel dat, onder voorwendsel een eind te maken aan de ingewikkelde berekeningen voortvloeiende uit de wijze van betaling ingevoerd door het Koninklijk besluit van 16 Juni 1924, machtiging verleent tot regeling van de vergoedingen voor oorlogsschade en van de interesten van deze vergoedingen van vóór 1^o Januari 1925, door aflevering, van af 1^o Januari 1928, van voornoemde obligaties waarvan de interest reeds loopt, dit wil zeggen, waarvan de eerste coupon, die moet uitgewisseld worden, deze is van den vervalltermijn, 1^o Januari 1929.

Bij de aflevering van obligaties zonder coupons voor de vervalltermijnen van 1^o Januari der jaren 1926 tot 1928, zal het Bestuur genoodzaakt zijn, om de interesten van de jaren 1925 tot 1927 te betalen, mandaten op naam uit te geven.

De uitgifte van die mandaten zal niet geschieden, zooals voorzien was door artikel 3 van voornoemde wet, ten laste van het crediet uitgetrokken onder artikel 48 van de Begrooting der Openbare Schuld, maar zal gebeuren, volgens de bepaling die wij onderzoeken, ten laste van de credieten uitgetrokken voor den dienst van de vereffening der oorlogsschade.

Deze laatste aanrekening zal voor gevolg hebben twee verschillende credieten te bezwaren met uitgaven van denzelfden aard en betreffende dezelfde periode, vermits de interesten betaald op de coupons waarmede de voor 1 Januari afgeleverde titels waren voorzien, zullen terugslaan op het crediet voorzien in de begrooting van de Openbare Schuld.

Deze tweevoudige aanrekening moet, naar het ons voorkomt, verwarring brengen in de begrootingen.

Anderzijds vraag ik mij af of de uitgifte van de mandaten op naam niet eene toeneming van werk zal medebrengen, en ten slotte, of zij de rechthebbers niet zal verplichten tot nieuwe formaliteiten voor de uitbetaling, formaliteiten die bij de geteisterden niets anders dan ontevredenheid zullen opwekken, waartoe die ongelukkigen al reden genoeg hebben.

Moesten deze gevolgen zich verwezelijken, dan zou men zich kunnen afvragen of de bezwaren die moeten voortspruiten uit de vervanging, door de betaling der interesten met mandaten, van de betaling met coupons, niet bezwaarlijker zou zijn dan de ingewikkelde berekeningen waarop men heeft gesteund om artikel 3 van het wetsontwerp, waarbij voorloopige credieten voor 1928 worden verleend, te billijken.

Het schijnt inderdaad dat niets belet dat de Staatskas de coupons uitbetaalt zonder provisie, wat niet verhindert dat zij, periodiek en bij korte tusschenpoozen, zich kan doen terugbetalen indien het noodig is. Wat betreft den termijn

van 5 jaar gedurende welken de coupons betaalbaar zijn, deze zou desnoods kunnen verlengd worden langs den weg der begroeting.

Dienvolgens verzoek ik u, Mijnheer de Minister, te doen onderzoeken of het niet beter zou zijn eenerzijds af te zien van artikel 5 van het wetsontwerp waarvan sprake, en anderzijds artikel 3 van het wetsontwerp waarbij voorloopige credieten voor het dienstjaar 1928 worden verleend te doen wegvallen, om terug te keeren tot de wijze van betaling ingesteld door het Koninklijk Besluit van 16 Juni 1924 voor de regeling der vergoedingen wegens oorlogsschade, evenals van de interesten daarvan, daar dit eene eenvoudige en practische wijze is.

Mag ik u bidden, Mijnheer de Minister, mij eene volledige uiteenzetting te doen geworden van de beweeggronden die, naar uwe meening, van zoodanigen aard zouden zijn dat zij het ter zijde stellen van deze wijze van regeling verklaren?

Met hoogachting.

Uw zeer toegenegen,

Adolf BUYL.

Kabinet
van den Minister van Financiën

Brussel, 8 Maart 1928.

MIJN WAARDE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

Ik heb de eer U hierna de inlichtingen te geven die U mij in uw brief van 25 Februari ll. gevraagd hebt.

Bij Koninklijk besluit van 16 Juni 1924 werd vastgesteld dat, van af 1 Januari 1925 :

1^o Al de in omloop blijvende oude titels op naam voor oorlogsschade moeten geruild worden tegen obligatiën aan toonder der Openbare Schuld, 5 t. h. 's jaars rentende, van af 1 Januari 1925. Deze obligatiën zijn voorzien van dertig interestcoupons voor de vervaldagen van den 1 Januari van elk der jaren 1926 tot en met 1955 ;

2^o De toelagen voor oorlogsschade welke niet meer in specien kunnen vereffend worden, zullen in obligatiën van hetzelfde model betaald worden, behalve de toelagen voor nijverheids- en handelsschade, welke geregeld worden door de Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars voor het herstel van de oorlogsschade ;

3^o De achterstallige interesten verschuldigd op al de toelagen voor oorlogsschade, worden in obligatiën aan toonder van hetzelfde model betaald.

Bij toepassing van deze bepalingen, geschieden de betalingen waarvan sprake, tot 31 December ll., in obligatiën der Openbare Schuld, aan 5 t. h., 1925, met ingenottredding op 1 Januari 1925, d. i., voorzien van interestcoupons voor 1 Januari 1926 en volg.

1^o Deze wijze van regeling hadde geene ernstige moeilijkheden opgeleverd zoo bedoelde betalingen hadden kunnen geëindigd zijn binnen een termijn van 2 of 3 jaren. Gansch anders is de toestand wanneer, hoe ijverig de Dienst voor de regeling der oorlogsschade zijne taak ook moge waarnemen, het blijkt vast te staan dat de verrichtingen nog gedurende een zekeren tijd zullen voortgezet worden, niet zoozeer voor de betaling van de hoofdsom der toelagen als voor de vereffening in obligatiën van de achterstallige interesten van vóór 1 Januari 1925. De zeer

talrijke afrekeningen van interesten die verschuldigd blijven aan die welke recht hebben op de toelagen, worden inderdaad zeer ingewikkeld, ten gevolge van de onderscheidene modaliteiten en van de vaststelling van termijnen voor de betaling der hoofdsom (provisioneele voorschotten door cooperatieven, vereffeningen na inlevering van de bewijzen der wederbelegging, enz...).

2^o Zoolang echter de verrichtingen niet afgesloten zijn, ware het onmogelijk geweest het gezamenlijk bedrag vast te stellen van de coupons welke voor iederen vervaldag te betalen zijn op de obligatiën der Schuld aan 5 t. h. van 1925; het is dienvolgens onmogelijk bij het Bekenhof, tijdig, d. i. vóór de sluiting van elke begrooting, de betalingsbevelen in te dienen welke moeten opgemaakt worden tot inschrijving van deze coupons in de betrokken begrooting, daar deze, krachtens de regelen betreffende de openbare comptabiliteit, bepaald wordt volgens den vervaldag van de coupons. Gedurende de volgende jaren hadden de geteisterden, aan welke men obligatiën, voorzien van de coupon voor 1 Januari 1926, bijv., slechts over een steeds korteren termijn beschikt om de coupon te doen uitbetalen, vóór den tijd der vijfjaarlijksche verjaring welke intreedt vijf jaren na den vervaldag. En zelfs zoo de verrichtingen moeten voortgezet worden, tot op een lateren datum dan den 1^{sten} Januari 1931 (hetgeen mogelijk is, althans voor de betwiste zaken waarvan de regeling noodzakelijkerwijs zal moeten uitgesteld worden) dan zou de eerste coupon der obligatiën verjaard zijn, tegen alle billijkheid in, nog vóór het oogenblik waarop de geteisterde de coupon in zijn bezit zou krijgen.

Aangezien de algemeene regel in zake van openbare schuld is dat de verrichtingen geschieden met loopende ingenottreding, heeft mijn Departement, om de vorenvermelde nadeelen te verhelpen, de middelen te zoeken om opnieuw dezen regel toe te passen, met verbodiging van de belangen der geteisterden en met vermindering tot op het minimum van de formaliteiten welke door hen moeten in acht genomen worden, en van het werk der betrokken diensten.

In die omstandigheden heeft men de volgende formule aangenomen die het voorwerp uitmaakte van artikel 3 der wet tot verleeniging van voorloopige credieten voor 1928 :

1^o Van af 1 Januari 1928, betaling in obligatiën met loopende ingenottreding;

2^o Betaling in specien van de interesten verschuldigd voor de jaren 1925 tot 1927 op bedoelde obligatiën, door middel van mandaten gemaakt volgens de gevallen, door de Schatkist of door den Dienst voor de vereffening der oorlogschade, en geregeld door middel van het crediet voorzien in artikel 48 van de begrooting der Openbare Schuld.

Het bleek nadien dat de uitbetalingen ten zeerste vergemakkelijkt en bespoedigd zouden worden indien, bij wijziging van vorenvermeld 2^o en voor de toelagen die geene aanleiding gaven tot het maken van titels op naam, de vereffeningdienst gemachtigd werd op de credieten waarover hij beschikt, de interesten over te brengen voor de jaren 1925 tot 1927, van de obligaties waarvan de aflevering geschiedt door mandaten die hij uitgeeft.

Dit legt uit — daar de wet tot toekenning van voorloopige credieten bekendgemaakt is — de aanvullende bepaling, opgenomen in de wet betreffende de aanvullende credieten (art. 5) en aangaande welke ophelderingen worden gevraagd.

Bij toepassing van de samengeordende beschikkingen van de wet op de voorloopige credieten en die op de aanvullende credieten, zal men handelen als volgt :

A. — Als overgangsmaatregel, voor hetgeen het verleden betreft, d. i. voor de mandaten tot betaling in obligatiën uitgegeven vóór 1 Januari 1928, voor hoofd-

sommen of interesten van vóór 1 Januari 1925, zoowel door den Vereffeningsdienst als door de Schatkist, alsmede voor de titels op naam, voorzien vóór 1 Januari 1928, van eene machtiging tot uitwisseling tegen obligatiën, wordt aan de belanghebbenden, wanneer zij hunne mandaten en titels op naam ter uitbetaling aanbieden, een bewijschrift afgeleverd, verklarende dat de interest, verschuldigd voor de jaren 1925 tot 1927 op de obligatiën welke hun afgeleverd werden met ingenottreding van 1 Januari 1928, hun in speciën zullen uitbetaald worden, binnen de drie maanden. Deze betaling geschiedt op eenvoudige quitantie van den houder van het bewijschrift, waarvan sprake is, bij middel van mandaten uitgegeven door de Agenten der Schatkist, op vertoon van collectieve bevelen opgemaakt door de Schatkist en overgebracht op artikel 48 der begrooting van de Openbare Schuld.

Op die wijze en met voorbehoud van een lichte vertraging bij het ontvangen van het beloop dezer interesten, worden de nieuwe formaliteiten aan de geteisterden opgelegd, tot een minimum teruggebracht; zij kunnen des te minder aanleiding geven tot kritiek van humentwege, daar deze maatregelen alleen de geteisterden betreffen die, in het bezit gesteld van hunne titels op naam of mandaten, voor 15 December 1927, hunne obligatiën niet in ontvangst hebben genomen binnen de normale termijnen.

B. — Wat de toekomst betreft, doen zich twee gevallen voor :

a) Bij het maken der mandaten tot betaling in obligatiën, uitgegeven door den Vereffeningsdienst sedert 1^{re} Januari 1928, wordt de interest der jaren 1925 tot 1927, in speciën uitbetaald door genoemden dienst, die daartoe zijne credieten aanwendt, door middel van postaanwijzingen; zoo geschieden deze regelingen zonder eenige formaliteit voor den geteisterde.

b) Dezelfde interesten van de nominatieve titels, waarvoor de Thesaurie machtiging tot uitwisseling heeft verleend van af 1 Januari 1928, eveneens die van de achterstallige interesten-mandaten van vóór 1 Januari 1925 door de Thesaurie uitgegeven van af 1 Januari 1928, worden door haar betaald ten laste van het crediet onder het reeds genoemd artikel 4, tegelijkertijd als de bijslagen in specie die aan de belanghebbenden toekomen, en dienvolgens *zonder nieuwe formaliteiten voor de geteisterden*.

Zooals gij doet opmerken — en de kwestie was mij overigens niet ontgaan — heeft deze proceduur voor gevolg de aanrekening, ten laste van verschillende credieten, van uitgaven van denzelfden aard, maar bestaat feitelijk niet reeds een dergelijke toestand voor de interesten van vóór 1 Januari 1925 van de tegemoetkomingen wegens oorlogsschade, interesten die worden aangerekend op verschillende credieten naar gelang deze tegemoetkomingen al of niet aanleiding hebben gegeven tot het maken van nominatieve titels.

Dit bezwaar, evenals de niet aanzienlijke en over verschillende diensten verdeelde toeneming van werk welke uit de nieuwe proceduur voortvloeit, zijn naar mijn oordeel ruimschoots vergoed door de voordeelen dier proceduur, wanneer men ze vergelijkt bij die van het vroegere stelsel tot hetwelk men in geen geval kan terugkeeren.

Ik bied u, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de betuiging mijner genegen gevoelens.

HOUTART.

De Commissie is van gevoelen dat de in den ministerieelen brief aangewezen bezwaren hadden kunnen vermeden worden met den termijn vijf jaren te ver-

lengen en met de vijfjaarlijksche verjaring slechts te doen loopen vanaf den vervalltermijn volgende op het jaar tijdens hetwelk de vereffening der oorlogsschade zou volbracht zijn.

De Begrootingswet zou inderdaad, jaarlijks de vereischte credieten tot uitbetaling der coupons kunnen voorzien, zoowel die der afgelopen jaren als die van het loopende jaar. Tal van credieten worden verleend om niet enkel de uitgaven van het loopende dienstjaar maar ook die van de voorgaande dienstjaren te bestrijden.

In dit voorkomend geval zou de uitzondering op den regel van de aldus toegelaten uitgaven, volkomen verantwoord zijn door de gemakkelijkheid welke de betaling van de interesten op voorlegging der coupons bij den Rijkskashouder, in eene bank of bij een wisselagent, aan den geteisterde zou verleend hebben, alsmede door de vereenvoudiging van het werk der verschillende besturen.

De toelichting welke de Minister heeft gegeven over de genomen maatregelen tot uitvoering van de nieuwe wijze van betaling laat eene ernstige arbeidsvermeerdering voorzien in de verschillende bestuurstakken.

Bovendien, met aldus den termijn met 5 jaren te verlengen, zouden al de geteisterden ten minste over een termijn van 5 jaren hebben beschikt, hetgeen niet het geval is voor de obligaties afgeleverd in 1926 en 1927 met ingenottreding op 1 Januari 1925. Aldus worden ongelijke toestanden voor de geteisterden verwekt.

Om de uitgifte van titels met loopende ingenottreding te verantwoorden schijnt het anderzijds niet noodzakelijk zich te gedragen naar de algemeene regels welke 's Lands Schuld beheerschen, vermits het hier geene schuldverrichting geldt. Inderdaad, de aflevering van deze obligaties is slechts een middel van betaling opgelegd aan de geteisterden en door de Regeering aangenomen bij gebrek aan gereed geld.

Onder deze omstandigheid schijnt het ten slotte te betreuren dat de vergoedingen waarvoor titels van 's Lands Schuld werden uitgekeerd, de interesten voor een zelfden termijn niet eene enkele en zelfde uitkeering uitmaken.

Wat er ook van zij, vermits de maatregelen werden getroffen, schijnt het wenschelijk te zijn het onderzoek van het vraagstuk voort te zetten, des te meer daar de Minister beweert dat de genomen maatregelen niet meer kunnen ingetrokken worden.

Onder deze omstandigheden, ofschoon de Commissie nog steeds twijfel koestert over de noodzakelijkheid der verandering in de wijze van betaling, ingevoerd bij het Koninklijk Besluit van 16 Juni 1924, alsmede over de voordeelen welke de Regeering daarvan vermocht, besluit zij tot de goedkeuring van het wetsontwerp.

De Verslaggever,

A. BUYL.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

